

Présentation du numéro

Anne Gillet and Guy Bellemare, Ph.D.

Volume 6, Number 1, 2011

France-Québec

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1000446ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1000446ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre d'étude et de recherche sur l'emploi, le syndicalisme et le travail

ISSN

1918-9354 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Gillet, A. & Bellemare, G. (2011). Présentation du numéro. *Revue multidisciplinaire sur l'emploi, le syndicalisme et le travail*, 6(1), 1–4.
<https://doi.org/10.7202/1000446ar>

PRÉSENTATION DU NUMÉRO

Ce numéro spécial « France-Québec » de la *Revue multidisciplinaire sur l'emploi, le syndicalisme et le travail (REMEST)* comporte six articles. Ces articles ont été écrits par des chercheurs spécialisés sur les questions du travail, membres du laboratoire de recherche québécois Crises¹ ou du laboratoire de recherche français Lise² à l'exception du texte de Amine. Le texte de Amine, présentant une comparaison des politiques publiques du travail Québec-France, s'insérait parfaitement dans ce numéro thématique. Depuis des années, ces deux laboratoires ont développé entre eux des échanges et des collaborations de recherche. Ce numéro spécial de la revue est une des actions menées permettant un rapprochement international entre ces deux laboratoires de recherche. Coordonné par un membre du Crises et un membre du Lise, ce numéro donne à voir des recherches actuelles pouvant être reliées à de plus larges thématiques.

Partant du fait que le monde du travail contemporain représente une réalité diverse en perpétuel changement, l'appel à article a porté sur l'analyse des transformations du travail, avec une orientation de mise en perspective internationale entre le Québec et la France. Afin de comprendre dans nos sociétés les transformations qui construisent le monde du travail actuel, il est paru important d'en analyser ses caractéristiques, ses modifications structurelles et institutionnelles (évolutions du marché du travail et des formes d'emploi, rôles des politiques publiques, nouvelles formes d'organisations et de régulation, transformations des institutions...), cela dans contexte de crise économique. Dans leur quotidien professionnel, les travailleurs sont confrontés à des changements reliés aux emplois, au travail, aux organisations et institutions. Il a également semblé pertinent d'analyser les transformations en cours à partir des caractéristiques socioprofessionnelles des travailleurs et de leur vécu.

Les deux premiers articles sélectionnés traitent des inégalités sur le marché du travail en lien avec la qualification et avec le genre. Ces inégalités s'accroissent dans un contexte de récession économique. Les auteurs analysent quelles actions d'ordre politique pourraient atténuer ces inégalités.

Amine s'intéresse aux évolutions des inégalités chez la main d'œuvre non qualifiée, qui se traduit de façon différente selon les pays. Dans les pays anglo-saxons, les écarts de revenus se sont accentués, tandis que dans les pays de tradition *beveridgienne*, c'est en termes d'accès à l'emploi que les inégalités sont cruciales. La comparaison de l'évolution de l'emploi non qualifié en France et au Canada montre que les changements structurels et catégoriels de l'emploi non qualifié ont été sensiblement identiques. Cependant, les conditions de travail, les écarts d'accès à l'emploi et les inégalités de revenus sont complètement différents dans les deux économies. Cette différence s'expliquerait par l'idéologie et par l'orientation générale qui caractérisent les politiques publiques françaises et canadiennes. L'auteur propose alors une réflexion sur les causes et les explications de

¹ CRISES : Centre de recherche sur les innovations sociales. <http://www.crise.ca/>

² LISE : Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique, CNAM-Conservatoire National des Arts et Métiers, CNRS UMR 5262. <http://www.lise.cnrs.fr/>

l'évolution des inégalités défavorable aux catégories de main d'œuvre les moins qualifiées. L'auteur étudie l'interaction entre les politiques publiques sur le marché du travail et la forme des inégalités présente dans chacun des deux pays. Il analyse alors trois instruments de politiques publiques : le système d'indemnisation du chômage, le salaire minimum et l'impôt négatif. De manière générale, l'observation est faite de changements dans les politiques publiques afin de tenter d'atténuer la montée des inégalités.

Legault démontre que, d'une part le marché du travail est encore grandement divisé selon le genre au Québec mais que, d'autre part les conséquences matérielles de cette division sont très différentes selon le niveau de scolarité. Dans les emplois qui exigent le moins de scolarité, les femmes paient plus cher la division sexuelle des emplois que dans ceux qui exigent davantage de qualification. Au Québec, presque 500 000 femmes sur 1,8 million de femmes actives sur le marché du travail sont touchées par ce phénomène. A partir des données de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) et de l'analyse différenciée de la rémunération selon le genre et le niveau de scolarité, l'auteur met en évidence ce phénomène sous-estimé tant dans la théorie du capital humain que dans la théorie de *l'overcrowding effect* en matière d'écart salarial entre hommes et femmes. Cela permet notamment de remettre en cause certains acquis de la théorie générale de la ségrégation sexuelle, ou encore de l'analyse des liens entre ségrégation professionnelle et iniquité salariale. L'auteur démontre qu'il est difficile de contrer ce phénomène particulier concernant les femmes peu scolarisées par les voies d'actions actuelles : Loi sur l'équité salariale, négociation collective ou promotion interne. Un certain progrès pourrait cependant être possible grâce aux programmes d'accès à l'égalité. Alors qu'il s'agit d'un enjeu contemporain de l'emploi pour les femmes en Europe et en Amérique, peu de pays ont vraiment résolu le problème de l'accès des femmes peu scolarisées à des emplois décents.

Les deux articles suivants s'intéressent à des catégories professionnelles vivant d'importants changements et s'adaptant aux évolutions professionnelles et économiques grâce à différents types de ressources, organisationnelles, collectives ou individuelles. Dans ce contexte de transformations profondes, ces articles portent réflexion sur les façons qu'ont les travailleurs à donner du sens à leur travail, à traverser des « épreuves » et à se construire des identités professionnelles.

D'Amours et **Kirouac** analysent les représentations et les stratégies de gestion du risque d'une soixantaine de travailleurs indépendants québécois. Il s'agit d'une catégorie professionnelle en croissance, peuplée de travailleurs flexibles, autonomes et seuls responsables de leur carrière. Les auteurs constatent que certaines aspirations comme celles à la liberté, à la créativité et à l'autonomie, ne sont pas l'apanage des professionnels et des artistes, mais se retrouvent aussi chez ces travailleurs indépendants. Or, ils sont inégaux devant la possibilité de réaliser de telles aspirations, en raison d'un important différentiel de ressources socialement construites. La contribution principale de l'article consiste à cerner les raisons d'être de ce différentiel à l'aide du concept d'*épreuve*, et d'analyser l'épreuve même de leur maintien en activité. Les auteurs portent ainsi un éclairage critique sur le « nouvel esprit du capitalisme », sans dénigrer les aspirations issues de la critique dite « artiste » (réclamant authenticité et liberté), mais en soulignant que leur concrétisation

semble peu envisageable sans un réinvestissement des termes de la critique dite « sociale » (réclamant justice et égalité).

Gillet analyse la construction socio-historique du contremaître (appelé aussi « agent de maîtrise » ou superviseur, *first-line ou middle managers* en langue anglaise). Intermédiaire entre le personnel d'exécution et le personnel « cadre » ou « gestionnaire », qui lui vaut aujourd'hui l'appellation d'encadrement de proximité, le contremaître a connu dans nos sociétés occidentales de grandes transformations depuis son origine dans l'industrie au XVIII^{ème} siècle. A partir de travaux d'analyses secondaires et de recherches sociohistoriques éparées, de travaux sur le travail et son organisation, l'auteur a retracé la construction de cette fonction d'encadrement « intermédiaire » liée à l'histoire du travail et des organisations. Ses analyses permettent de construire rétrospectivement différentes figures socioprofessionnelles de contremaître ou « maîtrise », qui se sont développées à travers le temps dans les sociétés occidentales selon les changements notamment des organisations du travail, des fonctions et des profils des autres catégories de personnel. A travers de récentes recherches menées en entreprise en France et au Québec, l'auteur construit sociologiquement des figures identitaires professionnelles qui coexistent dans les organisations. Ces configurations identitaires entrent en résonance avec les figures professionnelles identifiées à travers l'histoire. L'intérêt de cette comparaison internationale est ici de souligner la permanence de certains rôles tenus par la fonction d'encadrement de proximité dans les organisations.

Les deux derniers articles analysent les transformations de certains mécanismes de régulation de niveau relativement « macro ».

Hanin et **Rekik** réalisent une comparaison de deux investisseurs institutionnels publics en France (la Caisse des dépôts et consignations) et au Québec (la Caisse de dépôt et placement). Les auteurs construisent une grille d'analyse des liens entre l'activité financière et l'activité économique afin d'identifier les enjeux pour l'emploi des activités des investisseurs institutionnels. Ils analysent comment la financiarisation de la gestion des fonds dans le secteur financier a touché la régulation des investisseurs institutionnels publics et leur mission de contribution au développement économique local à l'emploi dans le contexte de crise financière. La régulation d'investisseurs institutionnels publics est remise en question par la financiarisation et questionne leur identité. Les auteurs identifient des dispositifs favorisant la socialisation de l'investissement. L'analyse des deux cas proposés illustre deux trajectoires possibles de la financiarisation : une trajectoire de financiarisation par le retrait de l'État pour assurer la prédominance de l'objectif de rendement financier sur le développement économique (cas de la CDP au Québec) et une trajectoire de financiarisation par l'ingérence de l'État dans la structure institutionnelle pour contourner les missions d'intérêt général (cas de la CDC en France). Ainsi, la financiarisation des investisseurs institutionnels peut être analysée comme une socialisation « paradoxale » des conséquences de la crise financière.

Conchon, **Dressen** et **Rey** vérifient l'hypothèse de « désinstitutionnalisation » appliquée aux relations professionnelles en France. Trois concepts utilisés : institutionnalisation, désinstitutionnalisation et réinstitutionnalisation leur permettent de rendre compte d'une dynamique qui invite à s'intéresser en priorité aux acteurs et aux

règles qu'ils définissent. A partir de trois terrains d'enquête, ils analysent les processus de reconfiguration engagés à partir des années 1980 à trois niveaux de la régulation de la relation de travail : l'entreprise (les PTT), la branche (coursiers de la course urbaine) et le territoire local (le site des chantiers navals). Des changements variés ont des impacts sur la régulation des relations de travail à ces trois niveaux. Les auteurs observent que les mouvements de reconfiguration permettent de conclure à une évolution convergente vers une institutionnalisation ou réinstitutionnalisation des systèmes de relations professionnelles dans laquelle l'État joue un rôle structurant, plutôt qu'à une « désinstitutionnalisation » des relations professionnelles.

Bonne lecture !

Anne Gillet

Chercheuse et enseignante, docteure en sociologie
Conservatoire National des Arts et Métiers,
Lise-CNRS UMR 5262, Paris, France

Guy Bellemare, Ph.D.

Professeur
Départements de relations industrielles
Université du Québec en Outaouais, Canada